# La profession de counseling et de psychothérapie

Dans le matériel infographique que nous avons créé et publié l’année dernière pour promouvoir notre profession et nos services et lancer notre projet de [facturation à une tierce partie](https://www.ccpa-accp.ca/wp-content/uploads/2018/04/CCPA_Infographic_FR.pdf), une section intitulée «  Comment le counseling peut-il vous aider? » a attiré plus particulièrement mon attention. On y énumérait six domaines dans lesquels nous pouvons, à titre de conseillers ou de psychothérapeutes, aider nos clients : la santé mentale, la maladie ou la détresse psychologique, la croissance personnelle, la croissance professionnelle, le bien-être et les relations.

Quand j’y réfléchis, je suis fier de penser qu’un représentant du gouvernement, un employeur ou un membre du public qui lit cela se dira que ces personnes sont des professionnels qui fournissent une gamme de services inclusifs et diversifiés qui répondent aux besoins fondamentaux de beaucoup de gens dans notre société. Je suis également fier de pouvoir affirmer que les conseillers et les psychothérapeutes ont suivi des programmes d’études et une formation uniques, reflétés dans leurs compétences, qui les qualifient pour offrir ces services dans n’importe quel cadre de travail où ils se trouvent ou qu’ils créent pour eux-mêmes. L’idée ici n’est pas de se vanter, mais plutôt de reconnaître la valeur de notre profession et de prendre conscience que le rôle de conseiller ou de psychothérapeute est important et nécessaire pour répondre à un très large éventail de besoins dans notre société.

Dans le site de l’ACCP, sous l’onglet intitulé « Profession et réglementation », on décrit le champ d’application du counseling et de la psychothérapie.   
Le conseiller professionnel :

* *est sensible et disposé à prendre en compte les enjeux de diversité et d’inclusion;*
* *travaille dans le meilleur intérêt des individus, des couples, des familles, des groupes, des organisations, des communautés et du grand public;*
* *travaille au plan cognitif, émotionnel, expressif, somatique, du développement humain, des comportements, de l’apprentissage et des systèmes d’interactions;*
* *participe à la promotion de la santé mentale par le développement et l’amélioration :*
  + *de la croissance et du bien-être personnels, relationnels, sexuels, professionnels et spirituels,*
  + *de la prise de conscience de soi et des ressources personnelles,*
  + *des prises de décision et de la résolution de problèmes;*
* *contribue ou offre des traitements pour le fonctionnement cognitif, comportemental, interpersonnel et émotionnel;*
* *applique des méthodes d’évaluation spécifiques et reconnues;*
* *peut également inclure des fonctions de supervision, d’enseignement, de formation, de consultation, de recherche, de diagnostic et de référence.*

Notre champ d’application est un rappel, réitéré dans notre matériel infographique, que nous apportons une grande diversité de connaissances, de compétences et de pratiques dans nos milieux professionnels où nous aidons des individus, des familles, des couples et des groupes en nous attaquant à des préoccupations réelles dans la vie des gens. Dans notre pratique, nous ne dispensons pas nécessairement tous les types de services énumérés dans notre champ d’application, mais à titre de professionnels, nous savons que les membres de l’ACCP, nos collègues, amis et confrères de travail, offrent l’ensemble de cette gamme de services très étendue.

Alors, outre le fait que je suis fier d’être un conseiller-psychothérapeute et de pouvoir m’appuyer sur mes études et ma formation pour aider les autres – ce qui est, en soi, très important –, mes propos ne visent pas uniquement à nous valoriser, vous et moi. Ce constat doit nous amener à nous poser des questions : « Que signifie cette prise de conscience pour moi? Quelles actions devrais-je poser à partir du moment où je comprends l’importance du travail que je fais? Comment puis-je devenir redevable et responsable? »

Il existe plusieurs manières de faire preuve de reddition de comptes et de responsabilité et, si on croit en notre travail et en notre profession, d’agir en conséquence. Bien sûr, dans l’exercice quotidien de notre travail, nous nous fondons sur notre Code de déontologie et nos Normes d’exercice.

Mais deux autres aspects me semblent aussi primordiaux. Le premier est le devoir que nous avons de faire la promotion des valeurs et des pratiques de notre profession, non seulement pour le bénéfice de la profession, mais aussi dans l’intérêt de ceux que nous servons. Nous le faisons tous à notre manière dans notre quotidien, mais pour assurer l’avancement de la profession et la renforcer, ce travail doit se faire collectivement et avec conviction. C’est l’une des raisons pour lesquelles l’adhésion à l’ACCP est si importante pour chacun de nous, pour nous tous. Le travail collectif accompli grâce au personnel de l’ACCP, au Conseil national et aux sections, au congrès, aux travaux de recherche et aux publications, à la collaboration avec les partenaires commerciaux, constitue un aspect capital de cette responsabilité. Le travail de sensibilisation mené par l’entremise de notre agence de relations publiques, Impact Public Affairs, pour faire valoir auprès des députés, des comités et des sénateurs du gouvernement fédéral la contribution qu’apportent les conseillers et les psychothérapeutes aux gens de toutes nos communautés d’un océan à l’autre est tout aussi important. À de nombreux égards, ce travail, cet engagement que nous remplissons dans nos initiatives collectives par le biais de notre Association, n’est ni négligeable, ni insignifiant. Le processus décisionnel politique a une incidence sur le financement disponible pour soutenir le type de travail que nous faisons et les décisions prises aux échelons fédéral et provinciaux, par les représentants élus, les employeurs, les syndicats, les assureurs et les prestataires d’avantages sociaux. Fournir aux décideurs des renseignements pertinents sur la portée et l’utilité de notre profession est primordial pour l’avenir de la profession. Et c’est ce que fait l’ACCP. L’Association est un organisme national bilingue représentant plus de 6700 conseillers et psychothérapeutes à la grandeur du pays et le message dont nous faisons la promotion est capital, particulièrement à une époque où il devient plus difficile qu’avant de penser que les choses ne changeront pas. Nous avons donc besoin d’un porte-parole engagé, fort et compétent pour nous assurer que notre message au sujet de notre profession ne se perd pas.

Le second aspect est étroitement lié au premier. Pour renforcer cette foi collective à l’égard de notre profession, des valeurs qu’elle défend et des pratiques de service mises en place, nous avons besoin d’un lieu, d’un forum où nous pouvons développer et cultiver notre identité professionnelle. Bien sûr, ce processus commence au moment où nous constatons que nous sommes attirés par une profession de relation d’aide, de counseling et de psychothérapie et que nous faisons des recherches et étudions pour atteindre cet objectif. Et durant nos études, nous commençons à apprendre les fondements de la profession et prenons part au mentorat dispensé par les formateurs de conseillers et d’autres personnes qui contribuent à notre éducation et notre pratique. Mais c’est une fois que nous avons obtenu notre diplôme et que nous cherchons du travail que nous avons besoin d’être soutenus en permanence pour développer une véritable identité professionnelle. Comme nous le savons tous, nous ne devenons pas automatiquement conseiller ou psychothérapeute le jour où nous obtenons le diplôme, un emploi, la certification, un abonnement ou l’attribution du droit d’exercice. C’est comme pour beaucoup d’autres professions et de partenariats de vie : ces expériences, si elles sont bien réelles dès le début, sont aussi des processus de croissance qui durent toute la vie.

Dans notre plus récent numéro de la Revue canadienne de counseling et de psychothérapie, l’article de Kate Gignac et de Nicola Gazolla intitulé *Place au travail identitaire des conseillers et conseillères professionnels : Comptes rendus expérientiels de la transformation et de la transition* aborde certains thèmes et sous-thèmes sur la façon dont les conseillers et les psychothérapeutes construisent leur identité professionnelle. Cet article, comme tous ceux publiés dans notre revue, est excellent et je vous encourage à le lire. (Pour avoir accès au site Web de la revue, vous devez entrer, comme nom d’utilisateur, votre nom complet sans espace ni majuscules. Votre mot de passe est votre nom de famille suivi de votre numéro de membre sans espace ni majuscules.)

À la fin de l’article, les auteures encouragent l’ACCP à continuer à participer activement à la promotion et au soutien de l’identité du conseiller canadien et aussi à continuer à jouer un rôle fort sur le plan national à titre de porte-parole unificateur et déterminant au pays, particulièrement en cette période de réglementation.

L’article souligne la nécessité pour les conseillers et les psychothérapeutes de développer une idéalité professionnelle et reconnaît aussi qu’une association, notre Association, joue un rôle clé dans cet aspect de notre vie professionnelle.

Selon moi, on ne peut pas pratiquer la profession de conseiller ou de psychothérapeute isolément et on ne peut comprendre sa profession si on n’a pas un réseau professionnel qui veille à ce que cette profession soit défendue, comprise et valorisée, afin qu’elle occupe la place qui lui revient dans notre société.

Quand je repense à la fierté que j’éprouve à être un conseiller-psychothérapeute et au travail que nous faisons, je sais que cette prise de conscience est un appel à unir ma voix à celles de collègues pour faire rayonner ce message à propos de notre profession et à reconnaître que devenir un conseiller ou un psychothérapeute est aussi lié à cette même mission.

Je vous invite à communiquer avec l’ACCP de la manière qui vous convient le mieux, mais, surtout, je vous incite à prendre le risque de prendre une part plus active dans votre propre croissance et votre identité professionnelles au sein de notre Association, en soutenant la croissance professionnelle de vos collègues, ceux que vous connaissez déjà et ceux que vous ne connaissez pas encore.

Nous savons tous que notre travail est sérieux. Je crois que ce que nous accomplissons au sein de notre Association est tout aussi sérieux. Participer, défendre ce que nous savons être vrai au sujet de notre profession et de ses valeurs est tout aussi important.

Cordialement,

John Driscoll

Président, ACCP

# Aimeriez-vous devenir membre du conseil d’administration?

Seuls, nous pouvons faire si peu ; ensemble, nous pouvons faire beaucoup.

~Helen Keller~

Tandis que j’écris cet article, je sens entrer, par la fenêtre ouverte, la fraîcheur tonifiante d’un petit matin d’automne. Je viens de voir le soleil se lever et embraser le ciel d’éclatantes teintes d’orange et de rose. J’éprouve un sentiment de renouveau avec l’arrivée d’une nouvelle journée, d’une autre saison. Une nouvelle saison remplie de promesses d’apprentissage et de croissance.

Au moment où nous entrons dans un nouveau cycle d’élection à l’ACCP, j’ai repensé à mes expériences de croissance professionnelle depuis que je suis devenue membre du Conseil il y a plusieurs années. À l’époque, j’avais aussi commencé à siéger comme membre du Conseil de l’Association des conseillers professionnels du Nouveau-Brunswick et il est serait juste de dire que depuis, mes connaissances sur le travail au sein d’un conseil se sont développées de façon exponentielle! Même si j’avais occupé divers rôles bénévoles auparavant (notamment comme pompière, l’une de mes fonctions préférées, pendant de nombreuses années), je n’avais jamais été administratrice au sein d’un conseil et j’ai su très rapidement que c’était quelque chose que j’adorais. Comme pour toutes les autres activités bénévoles, il y a une phase d’apprentissage, mais le processus a été agréable. Dans ce bulletin, je livre quelques conclusions personnelles auxquelles m’a amenée cette réflexion.

D’abord, j’ai trouvé enrichissant d’en apprendre sur l’organisation et le soutien remarquables qui existent au sein de notre association. Moi, une membre certifiée, je ne m’étais jamais arrêtée à ces détails : comme professionnelle en pratique privée, je ne me sentais pas proche de notre association nationale. En devenant membre du Conseil, je me suis vite rendu compte à quel point notre Conseil est attentif et réactif, tout comme l’ensemble de notre bureau national, aussi bien en ce qui concerne les activités liées aux politiques et à la prise de décision que les efforts de sensibilisation et les besoins de nos membres. J’apprécie beaucoup plus notre association et le mentorat que j’ai reçu en tant que nouvelle membre qui fait ses armes. Je ne pensais pas que je deviendrais si bien informée et que je me passionnerais autant pour le travail au sein des comités et pour certains sujets comme la gouvernance et la gestion des risques!

Ensuite, j’ai acquis un sentiment de communauté plus solide avec les membres de notre profession, aussi bien dans ma propre province que dans le reste du pays. Il est si stimulant de connaître le contexte de différents projets, par exemple les activités d’ordre législatif qui se déroulent dans les provinces et les territoires. J’ai trouvé aussi très gratifiant de contribuer à ces projets aux côtés des autres membres du Conseil et du personnel du bureau national qui m’inspirent et m’encouragent à prendre en considération différents points de vue. Cette ouverture sur ma communauté a nourri mon identité professionnelle et ma prise de conscience.

Enfin, j’ai approfondi mes connaissances et ma compréhension de certains enjeux actuels et prioritaires. Mes horizons professionnels se sont élargis, je ne m’intéresse plus uniquement à mes intérêts et à mes domaines de spécialisation. Siéger au Conseil m’a donné une merveilleuse occasion de prendre le pouls de ce qui se passe, en temps réel, et cette expérience excitante m’a offert de nouvelles possibilités de contribuer à notre profession.

Comme membre du Conseil, je suis entièrement dévouée à la mission de l’ACCP. Toutefois, j’ai été surprise de voir à quel point ce travail avait renforcé ma motivation et ma fierté d’être membre certifiée de l’ACCP. J’ai une compréhension plus aiguë de ce que cela veut vraiment dire, et la reconnaissance que j’éprouve à l’égard de tout ce que j’ai reçu, de tout le soutien qu’on m’a démontré, se traduit maintenant par un désir de voir ce que nous pouvons créer ensemble et comment je peux contribuer.

Si j’ai réussi à vous intéresser à devenir membre du Conseil de l’ACCP, n’hésitez pas à communiquer avec notre président national, John Driscoll, et avec notre directrice générale, Barbara MacCallum, pour assister à un webinaire le 19 octobre 2018 intitulé *Comme ça, vous voulez être membre du Conseil?* On y fournira de l’information sur les activités de l’ACCP et les projets en cours, on donnera un aperçu du rôle de membre du Conseil et on répondra aux questions que vous pourriez avoir. Vous trouverez de plus amples détails sur ce webinaire gratuit à l’adresse suivante :

<https://crm.ccpa-accp.ca/public/event/details/553454085bd82a527705f1b2e26b7eb1452e673e/1>

D’ici notre prochain rendez-vous, je vous souhaite que vos journées soient aussi lumineuses et riches que les coloris d’automne 😊

Merci beaucoup, With Gratitude, Wela’lin, Woliwon!

La présidente élue de l’ACCP,

Jenny Rowett, candidate au doctorat, CTA, CCC-S

# AIDE-MÉMOIRE SUR LA DÉONTOLOGIE, LES QUESTIONS D’ORDRE JURIDIQUE ET LES NORMES POUR LES CONSEILLERS ET LES PSYCHOTHÉRAPEUTES

## Un jugement de la Cour suprême du Canada et le rapport Goudge sur les plaintes et la discipline

Glenn Sheppard, Ph. D.

**Un récent jugement de la Cour fait preuve de déférence envers des ordres professionnels**

Le 18 juin 2018, la Cour suprême du Canada publiait deux rapports comparatifs portant sur une question juridique et sociétale difficile et complexe. La Cour devait évaluer le caractère raisonnable de la mise en balance des valeurs canadiennes de respect de la liberté de religion et de l’orientation sexuelle quand elles entrent en conflit avec un cadre de réglementation professionnelle. Elle devait trancher sur cette question relativement aux décisions prises par deux ordres professionnels qui refusaient à des diplômés d’un programme en droit de la Trinity Western University (TWU) le droit d’adhérer à leur ordre professionnel. TWU est une université chrétienne évangélique qui oblige ses étudiants à respecter un code de conduite interdisant toute intimité sexuelle en dehors des liens du mariage entre un homme et une femme. Tant le Barreau de la Colombie-Britannique (Law Society of British Columbia) que le Barreau de l’Ontario (autrefois appelé le Barreau du Haut-Canada) ont décidé qu’ils n’acceptaient pas de reconnaître les diplômés en droit de la TWU parce que le programme de l’université est discriminatoire sur la base de l’orientation sexuelle.

Tout en exprimant son désaccord avec la LSBC et le Barreau du Haut-Canada sur la façon dont ils arrivaient à leurs décisions respectives, la Cour a conclu que ces décisions reflétaient une mise en balance proportionnée entre les atteintes à un droit garanti par la Charte et leurs obligations statutaires. Elle a précisé dans son jugement sur cette question s’être fondée sur les considérations suivantes :

*Un accès égal à la profession juridique, soutenir la diversité au sein du barreau et empêcher qu’un préjudice soit causé aux étudiants en droit LGBTQ étaient des moyens valides de permettre à la LSBC de s’acquitter de son obligation primordiale en vertu de la loi : défendre et protéger l’intérêt public dans l’administration de la justice, ce qui suppose nécessairement de préserver une perception publique positive de la profession juridique.*

**Recommandations du rapport Goudge**

La mise en place et l’administration d’un système en matière de traitement des plaintes d’ordre déontologique et de discipline sont une pierre angulaire de la gouvernance réglementaire. Elles sont essentielles au mandat réglementaire fondamental de protection de l’intérêt public. Bien sûr, avec cette obligation vient le devoir de suivre des procédures qui sont efficientes, justes à l’endroit des plaignants et des professionnels en exercice et conformes aux principes d’un traitement équitable. Au cours des dernières années, cette question a suscité une attention accrue dans différents médias et articles de journaux, décisions judiciaires et rapports. Le rapport Goudge est l’un des plus récents à traiter de cette importante et complexe responsabilité professionnelle.

Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l’Ontario a récemment publié un rapport rédigé par l’ancien juge Stephen Goudge, intitulé *Rationalisation de la procédure de traitement des plaintes contre les médecins en Ontario*. Le ministère avait retenu les services du juge Goudge afin qu’il détermine comment on pouvait rationaliser la procédure de traitement des plaintes contre les médecins présentées à l’Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario (OMCO) afin de la rendre plus efficiente, rentable et économique, et comment réduire le nombre d’audiences tout en conservant un processus équitable. L’OMCO reçoit plus de plaintes contre les médecins que tout autre organisme de réglementation des services de santé au Canada.

Dans son rapport, le juge Goudge a formulé les recommandations suivantes :

* Le personnel devrait être appelé à procéder à un examen précoce des plaintes, à approuver l’abandon d’une plainte par le plaignant ou à rejeter purement et simplement une plainte du public lorsqu’il est convaincu qu’il n’existe aucune probabilité raisonnable d’une décision. Le plaignant aurait le droit d’interjeter appel de la décision devant le comité de révision des plaintes.
* Il faudrait assigner un représentant des patients pour chaque plainte. Le représentant des patients aurait à communiquer avec le plaignant pour lui expliquer le processus et les différentes options, et s’assurer que la perspective du plaignant est présentée à l’équipe d’enquêteurs. Certains plaignants pourraient choisir de retirer leur plainte ou d’envisager d’autres options (par exemple, les tribunaux civils) une fois qu’ils auront mieux compris le processus.
* La nouvelle procédure de règlement des différends devrait être modifiée pour permettre à l’autorité de réglementation de devenir un participant actif dans l’intérêt du public. L’accord du plaignant n’est pas une condition préalable à la résolution.
* Quand une enquête du registrateur est commencée, le champ d’application de l’enquête devrait être précisé afin que la durée de l’enquête ne soit pas illimitée. Dans l’éventualité d’un autre motif de plainte présumé, une nouvelle enquête du registrateur peut être lancée.
* Dans les cas appropriés, le comité de révision pourrait rendre « conditionnels » les renvois devant le Comité de discipline. Le comité pourrait aviser le membre que le cas serait réglé sans renvoi devant le Comité de discipline, mais seulement à condition qu’il s’engage à se plier à une solution de rechange prescrite.
* La révision indépendante des décisions relatives aux plaintes par un tribunal indépendant devrait se faire a priori par écrit plutôt que sous forme d’observations orales.
* Des personnes ayant reçu une formation en droit et ayant de l’expérience dans le déroulement des audiences devraient être désignées en tant que membres du public, afin qu’elles puissent présider les audiences.
* Les représentants qui participent directement à l’évaluation des plaintes devraient recevoir une formation sur les techniques de médiation et les processus et pratiques liés à la nouvelle procédure de règlement des différends.
* En cas de résolution, cette dernière doit être soumise à l’approbation du *Comité des enquêtes, des plaintes et des rapports*. Aussi, le registrateur ou son délégué doit mentionner, dans ses conclusions, que la résolution respecte l’intérêt public, de même que le fondement de ces conclusions.
* Les témoins présumés doivent être en mesure de témoigner par vidéoconférence au lieu d’être sur place en personne.

J’ai inclus les renseignements tirés de ce rapport dans cet aide-mémoire car, selon moi, ils sont pertinents à tous les organismes de réglementation, y compris ceux de la profession du counseling et de la psychothérapie.

On trouve le rapport Goudge à l’adresse :

<http://www.health.gov.on.ca/fr/common/ministry/publications/reports/physician_complaints/docs/physician_complaints_process_fr.pdf>

On peut consulter les jugements de la Cour suprême aux adresses <http://Canlii.ca/c/hsipn> et <http://Canlii.ca/c/hsipt>

****

# Adopter l’approche à double perspective : l’Initiative des CÉP autochtones de l’ACCP

*Article corédigé par le sous-comité sur l’Initiative des CÉP autochtones [Natasha Caverley (Ph. D., CCC), Carrie Foster (TCF, PST, RDT, CCC, M.Sc., M.A.), Kim Hollihan (D. Éd.)] et la présidente du Comité de révision des CÉP autochtones Danielle Lambrecht (TSI, M.C., CCC)*

Albert Marshall, aîné de la Première Nation Mi’kmaq, indique que l’approche à double perspective (*Etuaptmumk*) chère à de nombreux peuples autochtones prône la mise en commun de points de vue multiples. Elle favorise un changement important dans les efforts de dialogue et de réconciliation liés aux initiatives transculturelles et d’intégration et de collaboration entre les populations autochtones et les populations non autochtones du Canada. Comme le précise l’aîné Marshall, l’approche à double perspective consiste globalement à apprendre à regarder d’un œil les points forts du savoir autochtone et, de l’autre, les points forts de la science occidentale, afin d’apprendre à utiliser simultanément deux regards au bénéfice de tous. Veuillez vous reporter à la figure 1 ci-dessous.

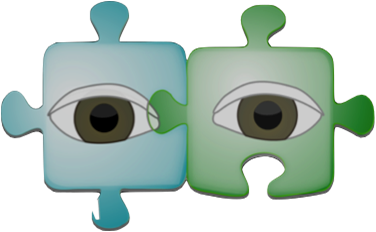


Figure 1. Représentation visuelle de l’approche à double perspective (source : [www.integrativescience.ca](http://www.integrativescience.ca))

Conformément à l’esprit et à l’intention de l’approche à double perspective, l’Association canadienne de counseling et de psychothérapie (ACCP) a amorcé une démarche d’apprentissage qui l’a conduit à mettre en œuvre l’Initiative des crédits d’éducation permanente (CÉP) autochtones – officiellement lancée à l’automne 2018. L’ACCP félicite et remercie avec gratitude Bill Thomas, administrateur autochtone national de l’ACCP de 2014 à 2018, qui est à l’origine du concept de parcours autochtones vers des crédits d’éducation permanente soumis au conseil d’administration de l’ACCP pour examen et considération.

L’ACCP est consciente de son rôle dans les efforts de réconciliation au Canada. À ce titre, l’Initiative des CÉP autochtones reconnaît un certain nombre d’appels à l’action de la Commission de vérité et réconciliation (CVR), notamment en ce qui concerne l’incorporation du savoir autochtone dans le perfectionnement professionnel et l’apprentissage :

* reconnaître la valeur des pratiques de guérison autochtones et utiliser ces pratiques dans le traitement de patients autochtones, en collaboration avec les aînés et les guérisseurs autochtones (recommandation no 22 de la CVR);
* voir à l’accroissement du nombre de professionnels autochtones travaillant dans le domaine des soins de santé; offrir une formation en matière de compétences culturelles à tous les professionnels de la santé (recommandation no 23 de la CVR).

De 2015 à aujourd’hui, grâce à la formation d’un comité ad hoc, à la réalisation d’une analyse pangouvernementale (y compris une revue de la littérature et des consultations avec des spécialistes de la question) et d’un examen des programmes généraux de CÉP de l’ACCP, l’Initiative des CÉP autochtones a été mise en œuvre. Plus précisément, l’Initiative reconnaît les parcours autochtones et les savoirs à titre d’activités admissibles aux CÉP. Les activités d’apprentissage clés qui sont reconnues comme des activités de perfectionnement professionnel par l’ACCP sont les enseignements traditionnels, les cérémonies de guérison et l’érudition au service de la collectivité.

Les CÉP autochtones sont conçus pour susciter, reconnaître et décerner des CÉP à des membres de l’ACCP qui travaillent actuellement ou qui prévoient travailler auprès des communautés autochtones – et ainsi aider les membres de l’ACCP à offrir des services culturellement sécuritaires, appropriés et efficaces aux clientèles, familles et communautés autochtones (Premières Nations, Métis ou Inuits) ayant des problèmes de santé mentale et de bien-être. Les activités d’apprentissage de cette nature soutiennent les contributions utiles afin d’aider les membres de l’ACCP à comprendre les diverses histoires, les expériences contemporaines et les droits judiciaires des populations autochtones; à favoriser l’établissement de relations respectueuses ainsi qu’une communication et une collaboration efficaces avec les populations autochtones pour présenter des programmes et des services de santé mentale pertinents, accessibles en temps opportun et culturellement adaptés.

Quatre membres de l’ACCP hautement qualifiés composeront le premier Comité de révision des CÉP autochtones – Danielle Lambrecht (présidente), Pamela Ana, Bill Thomas et Jamie Warren (administratrice autochtone nationale de l’ACCP). Le Comité de révision des CÉP autochtones procédera à l’examen et à l’évaluation en temps voulu et culturellement adaptées des applications des CÉP autochtones Les membres du Comité de révision des CÉP autochtones sont des membres en règle de l’ACCP qui possèdent une expérience collective dans la prestation d’un soutien culturel autochtone aux clients ayant des problèmes de santé mentale et de bien-être, ainsi que des compétences et une expérience éprouvées dans le mouvement de guérison autochtone. Ils ont aussi une expérience de travail collective auprès de diverses populations et communautés autochtones, y compris des clientèles et de communautés des régions urbaines, éloignées, nordiques et habitant une réserve, qui présentant un éventail de besoins mentaux, émotionnels, spirituels et physiques.

En conclusion, nous vous encouragerons à consulter l’onglet [Perfectionnement professionnel](https://www.ccpa-accp.ca/fr/perfectionnement-professionel) du site de l’ACCP pour en apprendre davantage sur l’Initiative des CÉP autochtones.

Merci/Meegwetch/Thanks/Tshinashkumitin!

**Saviez-vous que…?**

***Tous les membres de l’ACCP sont admissibles à l’obtention des crédits d’éducation permanente (CÉP) autochtones****, qui peuvent être inclus dans le minimum général de 36 crédits d’éducation permanente (CÉP) durant chaque période de certification de trois ans, ainsi qu’à la réception de l’attestation documentée de leur engagement dans ces activités de perfectionnement professionnel.*

***Il n’y a pas de limite au total de CÉP autochtones admissibles pour les membres de l’ACCP.***

*En outre,* ***les membres de l’ACCP sont admissibles à l’obtention des CÉP autochtones, qu’ils soient ou non d’ascendance autochtone.***

# Se présenter et se représenter de manière professionnelle : Considérations éthiques pour les membres de l’ACCP

Par Beth Robinson

Il y a de nombreux aspects à prendre en considération quand on se présente devant le public en tant que professionnel. Vous avez probablement reçu de nombreuses propositions d’aide pour développer votre site Web, solliciter des clients, établir une pratique de niche, etc. Ces nombreuses possibilités qui s’offrent à nous pour en apprendre plus sur le marketing professionnel, la publicité et la promotion des pratiques professionnelles peuvent être très utiles. Toutefois, on nous invite rarement à explorer la dimension éthique de notre présentation ou de notre représentation dans nos milieux professionnels. Or, des obligations éthiques s’appliquent à chaque aspect des communications visant à informer le public tant sur la personne que nous sommes que sur ce que nous faisons, que ces communications aient lieu en personne, par téléphone ou en ligne au moyen d’un éventail toujours plus grand de plateformes de médias sociaux. Les considérations éthiques concernent toutes les interactions verbales avec les clients, les collègues et le grand public. Le discernement éthique s’applique aussi à tout texte contenu dans des sites Web, des blogues, les répertoires d’associations professionnelles, les cartes d’affaires, les signatures, les déclarations de divulgation professionnelle, les présentations, la correspondance professionnelle et toute autre documentation professionnelle.

Certaines considérations éthiques sont particulières aux membres d’associations professionnelles et d’organismes de réglementation donnés ou sont généralement plus pertinentes à l’ensemble des professionnels aidants. Dans les paragraphes qui suivent, nous formulons certains rappels relativement à la manière pour les conseillers et les psychothérapeutes de se présenter et de se représenter de façon exacte et adéquate et nous nous intéressons plus particulièrement aux pratiques requises ou exemplaires pour les membres de l’ACCP.   
  
**Communication du statut de membre de l’ACCP**  
Lorsqu’ils mentionnent leur adhésion à l’ACCP verbalement ou par écrit, les membres doivent utiliser la formulation indiquée dans la réponse à la question « Puis-je mentionner que je suis membre soit sur mon site Web ou sur mes cartes d'affaires? » dans la page de la foire aux questions du site Web de l’ACCP, à l’adresse <https://www.ccpa-accp.ca/fr/foire-aux-questions/>. La mention autorisée pour votre catégorie actuelle de membre de l’ACCP est : **«**Je suis membre professionnel de l’ACCP et je possède le titre de conseiller canadien certifié (CCC) » ou « Je suis membre professionnel non certifié de l’ACCP ».  
  
**Mention des titres universitaires**Lorsque les membres de l’ACCP mentionnent leurs titres universitaires dans la correspondance ou la documentation professionnelle se rapportant au counseling, ils devraient inclure seulement les diplômes de cycle supérieur qui sont pertinents à leur adhésion et à leur certification (sauf dans le cas d’un curriculum vitae où tous les diplômes peuvent être indiqués). Cette mesure vise à éviter toute confusion ou tout malentendu susceptible de survenir si des membres indiquent tous leurs diplômes, car certains pourraient ne pas être liés au counseling et à la psychothérapie.  
  
Même s’il peut être utile de connaître toutes les réalisations scolaires d’un membre dans d’autres contextes, voir figurer des diplômes non liés au counseling à la suite des noms de membres de l’ACCP risque de créer de la confusion chez des clients éventuels. Cela pourrait donner l’impression, compréhensible, mais erronée, que les membres de l’ACCP ont suivi de la formation et des études supérieures supplémentaires dans un domaine qui accroît leurs compétences de counseling.   
  
Tout compte fait, la meilleure façon de s’assurer que les titres sont clairement compris consiste à indiquer le nom du diplôme au long dans la correspondance et la documentation professionnelles (p. ex. maîtrise en éducation (counseling), maîtrise ès arts (psychologie du counseling), maîtrise en travail social), à décrire la formation scolaire dans une déclaration de divulgation professionnelle, à mentionner les titres dans le cadre d’un processus de consentement éclairé et à solliciter les questions et les demandes d’éclaircissement.  
  
**Mention des désignations et des titres professionnels dans la signature**Quand les membres mentionnent les acronymes ou abréviations de leurs désignations ou titres professionnels dans leur signature, l’ordre devrait être le suivant : nom du professionnel, diplôme(s) des cycle supérieur pertinent(s), désignations ou titres professionnels décernés par des organismes de réglementation, autres désignations ou titres professionnels octroyés.

Comme il arrive souvent que le public ne soit pas familier avec les acronymes ou les abréviations des désignations ou des titres professionnels, il est utile d’indiquer le titre complet dans d’autres documents professionnels comme un curriculum vitae, une déclaration de divulgation professionnelle, etc.

**Utilisation de témoignages**  
Les *Normes d’exercice* de l’ACCP (2015) rappellent aux membres de ne pas utiliser de témoignages, sollicités ou non, de clients actuels ou d’anciens clients, ou encore de parents ou d’amis de clients. Dans la documentation professionnelle ou les publications de marketing, les témoignages d'un organisme ou d'une entreprise qui ont utilisé les services d’un membre de l’ACCP peuvent être acceptables.

La section Foire aux questions du site Web de l’ACCP aborde aussi cette question à l’adresse <https://www.ccpa-accp.ca/fr/foire-aux-questions/>, précisant : « Dans le cas où l’on utilise des témoignages sans lien avec un client, il faudra indiquer clairement de quelle personne ou de quelle organisation ils émanent afin d’éviter qu’ils puissent être confondus avec des témoignages qui auraient été fournis par un client actuel ou antérieur, ou par des membres de sa famille ou ses proches. »  
  
**Interdiction d’utiliser le logo de l’ACCP**   
Nous vous rappelons que le logo de l’ACCP ne peut pas être utilisé par les membres de l’ACCP sur les cartes d’affaires, dans les sites Web ou les dépliants, les affiches, les présentations ou dans toute autre documentation ou correspondance professionnelle, puisque l’utilisation du logo pourrait involontairement être interprétée comme un appui explicite de la part de l’ACCP. L’ACCP a toutefois conçu une sélection d’affiches et de dépliants présentant diverses initiatives. Il est possible de télécharger ces documents approuvés à l’adresse <https://www.ccpa-accp.ca/fr/ccpa-posters/> et de les diffuser.   
  
**Champs d’exercice et domaines de spécialisation**L’un des aspects déontologiques les plus ambigus concernant la promotion, la publicité et le marketing est celui qui consiste à indiquer les domaines d’exercice du counseling, le champ de compétence ou la spécialisation sur les sites professionnels et dans les répertoires d’organismes professionnels. Ainsi, le site Web de l’ACCP offre l’accès public à un répertoire de membres qui détiennent le titre de conseiller certifié canadien (CCC) (voir <https://www.ccpa-accp.ca/fr/find-a-canadian-certified-counsellor/>). Quand des clients potentiels font une recherche dans l’option *Trouver un conseiller*, ils peuvent voir les domaines de « spécialisation » qu’ont indiqués les CCC.   
  
Le problème, c’est que nous n’avons pas de définition établie du concept de « spécialisation ». Les conditions préalables, les attentes ou les critères de spécialisation ne sont pas toujours clairs. Quels cours structurés, quelles pratiques supervisées ou quelles activités de perfectionnement professionnel sont suffisants pour déterminer qu’un professionnel est compétent pour traiter un problème particulier, une clientèle donnée ou appliquer une approche de counseling ? Et, s’il existe certains critères, qui les a énoncés et sommes-nous certains qu’ils sont aptes à définir ce domaine de spécialisation ? En l’absence de telles normes et précisions, nous devons nous en remettre au discernement éthique pour guider nos décisions.  
  
L’article A3 du *Code de déontologie* de l’ACCP (2007) invite les membres à vérifier et à respecter les limites de leurs compétences :

Les conseillers circonscrivent leurs pratiques et leurs services de counseling à leur champ de compétence professionnelle en relation avec leurs études et leur expérience professionnelle et suivant les exigences provinciales et nationales en matière de compétence. Lorsque les besoins de counseling de leurs clients dépassent les limites de leur compétence, les conseillers doivent référer ces clients à d'autres professionnels possédant les qualifications requises.

Tandis que nous continuons à croître et à nous perfectionner sur le plan professionnel tout au long de notre carrière, il nous incombe de réfléchir aux champs d’exercice que nous avons choisis et à la pertinence de nos compétences actuelles dans ces champs d’exercice. Qu’avons-nous inscrit dans notre curriculum vitae qui valide cette compétence ? Si nous avons indiqué un ou plusieurs domaines de spécialisation, quelle formation avons-nous reçue, outre les cours d’introduction des cycles supérieurs dans ces domaines ? Comment sommes-nous passés du niveau de compétence d’admission à la profession à celui de spécialiste ? Sommes-nous sensibles aux importantes nuances de la terminologie que nous utilisons pour décrire nos pratiques ? Par exemple, sommes-nous des *art-thérapeutes* ou des *ludothérapeutes* (avec des titres reconnus) ou utilisons-nous des approches *fondées sur l’art ou sur le jeu* dans nos pratiques de counseling ?

Comme conseillers et psychothérapeutes, nous devons nous présenter et nous représenter de manière exacte et appropriée afin d’éviter toute confusion ou erreur. Une harmonisation déontologique à cet égard est dans le meilleur intérêt de nos clients, des collègues, du grand public et de notre profession. Parfois, certaines prescriptions et proscriptions peuvent nous guider; lorsque ce n’est pas le cas, n’hésitez pas à obtenir des éclaircissements auprès du bureau national de l’ACCP ([info@ccpa-accp.ca](mailto:info@ccpa-accp.ca)).